



LE ROLE DES EVEQUES EN AFRIQUE CENTRALE

LE ROLE DES EVEQUES EN AFRIQUE CENTRALE

Définitions

Les conférences des évêques des pays d'Afrique centrale se sont constituées en association: Association des Conférences épiscopales de la Région d'Afrique centrale (ACERAC). L'ACERAC a été créée officiellement en 1987 à Yaoundé au Cameroun et à son siège à Brazzaville, en République du Congo. Cette association comprend six organisations :

- la Conférence Episcopale Nationale du Cameroun (CENC);
- la Conférence Episcopale de Centrafrique (CECA);
- la Conférence Episcopale du Congo (CEC);
- la Conférence Episcopale du Gabon (CEG);
- la Conférence Episcopale de la Guinée Equatoriale (CEGE);
- et la Conférence Episcopale du Tchad (CET).

Elle couvre ainsi les pays de la Communauté économique monétaire en Afrique centrale (CEMAC). Cependant, du fait de la position géographique de la République démocratique du Congo d'une part, et d'autre part du rôle actif que joue la Conférence des évêques de ce pays dans le champ politique ces dernières années, la Conférence épiscopale nationale du Congo (CENCO) est incluse dans l'espace géographique considéré dans cette cartographie institutionnelle.

Le but de l'ACERAC

L'ACERAC a pour but « de favoriser la communication ecclésiale, d'approfondir l'exercice de la collégialité et de promouvoir une pastorale dynamique et solidaire en Afrique centrale. Aussi, elle se présente comme un organe d'échange, d'études, de recherches et concertation sur des questions d'intérêt commun ».

Composition de l'ACERAC.

En Afrique centrale, en dehors de la RDC qui compte une quarantaine d'évêques et du Cameroun qui en compte 25, les conférences épiscopales nationales de la région ne comptent pas plus de dix évêques.

Le métissage est une caractéristique de ces conférences. Elles sont composées des évêques nationaux et non nationaux, africains et non africains. La plupart des évêques de cette partie d'Afrique appartiennent en effet soit à la Congrégation du Saint-Esprit (appelé les Spiritains) ou à la Société des Missions Africaines (SMA).

L'Université catholique d'Afrique centrale (UCAC), basée à Yaoundé au Cameroun, est une création de l'ACERAC.

De l'autorité morale et des interventions des évêques sur les questions politiques et sociétales.

Les pays d'Afrique centrale connaissent quasiment tous des crises socio-politiques et/ou des conflits armés. Les paroles des évêques catholiques y trouvent généralement un grand écho du fait de leur magistère, ce qui les incite à intervenir régulièrement lors des crises politiques ou sociales.

En RDC, par exemple, depuis la fin du second mandat, en décembre 2016, du président Joseph Désiré Kabila et de la non-organisation des élections, le pays est entré dans une crise politique dont les évêques congolais, réunis au sein de la CENCO, s'emploient à désamorcer les tensions en réunissant les acteurs politiques dans le cadre de dialogue et de négociations ayant abouti à un accord le 31 décembre 2016, dit « **Accord de Saint-Sylvestre** ».

L'évêque **centrafricain**, Dieudonné Nzapalainga, créé Cardinal par le Pape François en novembre 2016, à seulement 49 ans, est une nouvelle figure de proue de l'ACERAC.

La version animée de cette cartographie est disponible en ligne via ce lien : [Le rôle des évêques en Afrique centrale](#)



Introduction

Les conférences des évêques des pays d'Afrique centrale se sont constituées en association, dénommée *Association des Conférences épiscopales de la Région d'Afrique centrale (ACERAC)*. L'ACERAC a été créée officiellement en 1987 à Yaoundé au Cameroun, pour satisfaire le souhait du Symposium des conférences épiscopales de l'Afrique et de Madagascar (SCEAM) de diviser l'Afrique en régions : Afrique centrale, Afrique de l'Ouest, Afrique du Nord, Afrique de l'Est, Afrique australe, Océan indien, etc. Cette association, dont le siège se trouve aujourd'hui à Brazzaville, en République du Congo, comprend six organisations que sont : la Conférence Episcopale Nationale du Cameroun (CENC), la Conférence Episcopale de Centrafrique (CECA), la Conférence Episcopale du Congo (CEC), la Conférence Episcopale du Gabon (CEG), la Conférence Episcopale de la Guinée Equatoriale (CEGE) et la Conférence Episcopale du Tchad (CET). Elle couvre ainsi les pays de la Communauté économique monétaire en Afrique centrale (CEMAC).

Ladite Association a pour but « *de favoriser la communication ecclésiale, d'approfondir l'exercice de la collégialité et de promouvoir une pastorale dynamique et solidaire de toute la Région de l'Afrique centrale. Aussi elle se présente comme un organe d'échange, d'études, de recherches et concertation sur des questions d'intérêt commun* »ⁱ.

Du fait de la position géographique de la RDC (République démocratique du Congo)ⁱⁱ d'une part, et d'autre part du rôle actif que joue la Conférence des évêques de ce pays dans l'actualité politiqueⁱⁱⁱ de la RDC de ces dernières années, la Conférence épiscopale nationale du Congo (CENCO) est incluse dans l'espace géographique considéré dans ce document, qui traite dans un premier lieu de la composition de l'ACERAC, puis de l'influence des évêques

Février 2018

et enfin se penche plus particulièrement sur le rôle décisif de la CENCO dans le vie politique et sociale de la RDC.

Composition de l'ACERAC

En Afrique centrale, hormis la RDC et dans une certaine mesure le Cameroun et le Tchad, le poids démographique des différents pays est relativement faible, ne dépassant guère les 5 millions d'habitant ; la population catholique constitue, selon les pays, 30 à 50% des populations totales. Les conférences épiscopales nationales ne comptent, pour la plupart, pas plus de dix évêques. Le métissage est une caractéristique de ces conférences composées des évêques nationaux et non nationaux, africains et non africains^{iv}. La plupart des évêques de cette région d'Afrique appartiennent en effet soit à la Congrégation du Saint-Esprit (appelé les Spiritains)^v ou à la Société des Missions Africaines (SMA)^{vi}.

L'ACERAC est composée d'une Assemblée plénière qui est l'instance supérieure. La présidence de l'Association est assurée de façon rotative par les différentes Conférences épiscopales nationales membres. Un Secrétariat Général, basé au siège à Brazzaville, est chargé de gérer l'administration de l'Association.

Au niveau national, chaque conférence épiscopale s'organise en archidiocèses, diocèses et/ou vicariats apostoliques, à la tête desquels il y a respectivement des Archevêques, Evêques et Vicaires apostoliques.

*Composition des conférences épiscopales des pays d'Afrique centrale*

Pays	Archidiocèses (nom)	Diocèses/Vicariats (nom)	Nombre d'Evêques
Cameroun	Douala, Yaoundé, Bertoua, Garoua et Bamenda	Bafang, Bafoussam, Edéa, Eséka, Nkongsamba, Bafia, Ebolowa, Kribi, Mbalmayo, Obala, Sangmélina, Batouri, Doumé-Abong, Yakadouma, Maroua-Mokolo, Ngaoundéré, Yagoua, Buéa, Kumba et Mamfé	25
Centrafrique	Bangui	Alindao, Bossangoa, Bangassou, Berbérati, Bouar, Mbaïki, Bambari et Kaga-Bandoro	9
Congo (Brazzaville)	Brazzaville	Dolisie, Gamboma, Impfondo, Kinkala, Nkayi, Ouesso, Owando et Pointe-Noire	9
Gabon	Libreville	Port-Gentil, Oyem, Port-Gentil, Makokou et Mouila	6
Guinée équatoriale	Malabo	Bata et Ebebiyin	3

Tchad	Ndjamena	Doba, Goré, Laï, Mondou, Pala, Sarh et Mongo	8
-------	----------	--	---



Le métissage se lit dans ces photos. A gauche, les évêques du Gabon (*cliché CEG*) et à droite, ceux du Congo-Brazzaville (*cliché CEC*).

Enfin, il convient de noter que l'Université catholique d'Afrique centrale (UCAC) a été fondée par l'ACERAC. L'université est créée « dans le souci de fournir au continent africain en général et à l'Afrique centrale en particulier, une main d'œuvre adéquate aux besoins des administrations et entreprises et répondant à la réalité africaine. Elle s'est par ailleurs donné la mission de former des personnes honnêtes et compétentes pour œuvrer à l'éradication de la pauvreté et au développement de l'Afrique »^{vii}.

De l'autorité morale et des interventions des évêques sur les questions politiques et sociétales



Les pays d'Afrique centrale connaissent quasiment tous des crises socio-politiques et/ou des conflits armés^{viii}. Les paroles des évêques catholiques dans ces pays trouvent généralement un grand écho du fait de leur magistère, ce qui les incite à intervenir régulièrement lors des crises politiques et sociales.

En 2016 par exemple, des élections ont été organisées dans plusieurs pays d'Afrique centrale (Centrafrique, Congo-Brazzaville, Tchad, Gabon...). Afin de responsabiliser les acteurs politiques, l'ACERAC a appelé, au début de cette année-là, autrement dit bien avant la tenue des élections, à l'unité et à la concorde dans les six pays de la sous-région composant la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC), en ces termes : « *Nous en appelons au sens de responsabilité, de sagesse, de respect de l'autre, et surtout au maintien de l'unité, de sens du devoir des responsables politiques et du climat de paix* »^x. De nombreuses conférences épiscopales nationales ont relayé cet appel dans le contexte de leur pays. Ce fut par exemple le cas au Gabon et au Congo-Brazzaville qui connaissent. Les évêques du Congo-Brazzaville se sont ainsi réunis en Assemblée plénière en octobre 2016 sur le thème de « *La Paix est un don du Dieu unique, Croyants (Chrétiens, Musulmans) consolidons ce don au Congo-Brazzaville et dans nos communautés à travers le dialogue* ». Ceux du Gabon, également en Assemblée plénière, en janvier 2017, avaient pour leitmotiv « *La paix soit avec vous ! Tous ensemble, disons non à la Violence* ».

En RDC, depuis la fin du second mandat, en décembre 2016, du président Joseph Désiré Kabila et le report des élections, le pays est entré dans une crise politique. Les évêques congolais, réunis au sein de la CENCO, s'emploient à désamorcer les tensions en réunissant les acteurs politiques dans le cadre de dialogue et de négociations. De leur côté, les évêques de la conférence épiscopale de Bamenda, qui regroupe les diocèses des deux régions

anglophones du Cameroun, ont, suite à des manifestations relatives à la proclamation symbolique de l'indépendance de ces régions réprimées par le gouvernement camerounais, condamné, à travers un communiqué d'octobre 2017, la répression et le couvre-feu imposé aux deux régions anglophones au début du même mois « *Nous condamnons la barbarie et l'usage irresponsable d'armes à feu contre les civils non armés par les Forces de défense et de sécurité, même en réaction à des provocations* »^x. Les évêques de cette conférence épiscopale de Bamenda appelaient les deux parties (gouvernement et « indépendantistes ») au dialogue.

Tout récemment encore, les évêques de l'ACERAC se sont exprimés pour encourager tout effort entrepris pour rétablir la paix dans les pays de la région : « *nous exhortons tous ceux qui sèment la terreur et la mort à arrêter l'effusion de sang et à travailler pour la paix, le dialogue et la réconciliation* » ; ils rappellent que « *le dialogue implique des relations positives et constructives avec des personnes et des communautés de foi différentes, pour essayer de se connaître et de s'enrichir réciproquement dans le respect de sa propre liberté et de la vérité* »^{xi}.

En Centrafrique, pays en proie aux conflits armés interminables, la Conférence épiscopale de Centrafrique (CECA) a, de son côté, demandé aux groupes armés « *de déposer les armes sans condition* », afin de « *mettre fin aux crimes de tout genre et aux souffrances de (nos) compatriotes, aux pillages des ressources naturelles et aux dysfonctionnements de l'État* ». Elle a par ailleurs demandé aux forces de la Mission des Nations unies pour la stabilisation de Centrafrique (MINUSCA) de « *développer une franche collaboration avec le gouvernement, de faire un bon usage de leur mandat afin de promouvoir la sécurité et la paix dans les zones qui sont sous occupation des groupes armés* »^{xii}.



Février 2018

Le Cardinal centrafricain Dieudonné Nzapalainga, nouvelle figure de proue de l'ACERAC

Le Pape François a créé^{xiii}, en novembre 2016, dix-sept nouveaux Cardinaux parmi lesquels un Centrafricain, l'archevêque de Bangui, Monseigneur Dieudonné Nzapalainga, âgé à l'époque de 49 ans^{xiv}. Le pape François lui a attribué le titre de « Sant'Andrea della Valle »^{xv}. A peine créé, le prélat centrafricain a promis de tout faire pour la réconciliation en Centrafrique : « *je n'ai pas été appelé pour moi-même. J'ai été appelé pour notre pays. C'est après une grave crise que le pape est venu dans notre pays. Et c'est encore après la résurgence des violences ces derniers jours, que le pape m'a promu Cardinal. Je vous le dis, il y a un Dieu pour les pauvres* »^{xvi}

Une telle nomination est historique pour la Centrafrique. Elle consacre un homme qui, avec un imam^{xvii} et un révérend pasteur^{xviii} au sein d'une plateforme des confessions religieuses, ne ménage aucun effort pour la paix, la réconciliation et la cohésion sociale en RCA, pays profondément marqué par des violences et des affrontements à la suite de la crise militaro-politique^{xix} ouverte en 2012.

Depuis sa création, le Cardinal est sollicité partout, hors d'Afrique comme sur le continent, particulièrement par les différentes Conférences membres de l'ACERAC. En Afrique centrale, en juin 2017, il a été invité par la Conférence Episcopale du Gabon (CEG) à participer à son Assemblée plénière au cours de laquelle il a exhorté la jeunesse gabonaise à promouvoir la paix, en ces termes : « *Vous êtes tentés parfois d'écouter des personnes qui vous poussent à tout abandonner, telles que vos études, pour vous lancer dans la violence ou avoir la vie facile (...). Je voudrais simplement vous dire : n'oubliez pas que vous avez un modèle devant vous, c'est le Christ* ». Quelques mois plus tard, en octobre 2017, il a été sollicité

par la Conférence Episcopale du Congo (CEC) pour participer à la 46^e Assemblée plénière de ladite Conférence, tenue à Brazzaville^{xx}.

Dans son pays, la Centrafrique, le prélat a annoncé en janvier 2017, la construction de 50 écoles dont 10 étaient déjà en chantier au moment de l'annonce. Pour lui, « *chaque diocèse réagit actuellement, sans toujours attendre l'Etat* ». Il ne s'abstient, par ailleurs, pas de dénoncer la mauvaise gouvernance : « *Notre problème vient de la mauvaise gouvernance. Quand un président arrive au pouvoir, il place aux postes de responsabilité toute sa famille, tous les membres de sa tribu ou de son ethnie... Il les place partout, car il n'a pas confiance aux autres. Au niveau militaire, c'est pareil : c'est une armée tribale, alors qu'il faudrait une armée nationale. Il n'y a pas d'esprit national dans notre pays (...)* »^{xxi}.



Le Cardinal Dieudonné Nzapalainga (à gauche), invité à la 46^e Assemblée plénière de la Conférence épiscopale du Congo (CEC), tenue à Brazzaville en octobre 2017. Aux côtés du Monseigneur congolais Daniel Mizongo, président de la CEC, il s'adresse aux fidèles. Cliché **Groupe Congo Medias**

Le rôle décisif de la CENCO pour atténuer les tensions politiques en RDC

5





La Conférence épiscopale nationale du Congo (CENCO), qui ne fait pas partie de l'ACERAC comme mentionné ci-dessus, est néanmoins un acteur important pour la paix en Afrique centrale, en raison du rôle majeur qu'elle joue afin de contenir une explosion de violence en RDC, aux conséquences potentiellement dramatiques pour l'ensemble de la sous-région.

En effet, dans un pays d'environ 80 millions d'habitants, l'Église catholique, qui revendique parmi ses fidèles plus de 40 % de la population congolaise, dispose d'une voix puissante : « forte d'un maillage poussé, présente sur l'ensemble du territoire – là où parfois l'État ne peut se faire entendre –, l'Église fait figure d'acteur politique incontournable, comme en témoigne son rôle lors des nombreuses crises qu'a connu le pays durant ces dernières décennies »^{xxii}. La CENCO, est composée d'une quarantaine d'évêques.

Liste des diocèses en République Démocratique du Congo

Pays	Archidiocèses (nom)	Diocèses/Vicariats (nom)	Nombre d'Evêques
RD Congo	Bukavu	Butembo-Beni, Goma, Kasongo, Kindu, Uvira	5
	Kananga	Kabinda, Kole, Luebo, Luiza, Mbujimayi, Mweka, Tshumbe	7
	Kinshasa	Boma, Idiofa, Inongo, Kenge, Kikwit, Kisantu, Matadi, Popokabaka	8
	Kisangani	Bondo, Bunia, Buta, Doruma-Dungu, Isangi,	8

		Isiro-Nyangara, Mahagi-Nioka, Wamba	
	Lubumbashi	Kalemie-Kirungu, Kamina, Kilwa-Kasenga, Kolwezi, Kongolo, Manono, Sakania-Kipushi	7
	Mbandaka-Bikoro	Basankusu, Bokungu-Ikela, Budjala, Lisala, Lolo, Molegbe	6

Conscient de leur responsabilité, les évêques de la RDC œuvrent pour prévenir les violences. L'Accord de la Saint-Sylvestre, évoqué plus haut, en est une illustration éloquent. Les prélats congolais ont affirmé très tôt leur opposition à toute modification de l'article 220, article verrouillé de la Constitution congolaise qui stipule : « La forme républicaine de l'Etat, le principe du suffrage universel, la forme représentative du Gouvernement, le nombre et la durée des mandats du Président de la République, l'indépendance du pouvoir judiciaire, le pluralisme politique et syndical ne peuvent faire l'objet d'aucune révision constitutionnelle »^{xxiii}. Ils ont ajouté : « Cet article pose les bases de la stabilité du pays et l'équilibre des pouvoirs dans les Institutions. Le modifier serait faire marche en arrière sur le chemin de la construction de notre démocratie et compromettre gravement l'avenir harmonieux de la Nation. Après toutes les guerres et tribulations connues en RD Congo, nous sommes persuadés que les citoyens et les hommes politiques qui aiment vraiment ce pays autant que nous tous, éviteront d'engager la Nation dans une voie sans issue ».

Face à ce que l'on peut qualifier d'intransigeance de la classe dirigeante congolaise, le Comité laïc de coordination, un collectif des laïcs catholiques congolais, monte au créneau : « Le Comité laïc de coordination exige, outre une



déclaration publique du président de la République qu'il ne sera pas candidat à sa propre succession, la mise en application effective de toutes les mesures de décriminalisation de l'Accord de la Saint-Sylvestre ! »^{xxiv}. Ledit Comité, visiblement soutenu par la CENCO, organise des marches^{xxv} à l'effet d'atteindre cet objectif.

CONCLUSION

Dans cette région du monde où la population chrétienne, croyante et pratiquante est nombreuse, le rôle des évêques est prépondérant. Le magistère des prélats ne se limite pas à la seule sphère catholique, il va au-delà, touche un public large. Par ailleurs, du fait que nombre de pays de l'Afrique centrale font face, ces dernières années, à des situations de tensions voire à des crises socio-politiques et/ou connaissent des conflits armés, la parole des évêques catholiques porte, vient souvent apaiser et reconforter les populations en détresse. Les évêques interviennent régulièrement sur les questions politiques et sociétales, interpellent les gouvernants sur les déviances de gouvernance, rappellent aux chrétiens – et aux croyants en général – leurs responsabilités dans la société.

Auteur : Thierry Bangui

BIBLIOGRAPHIE

- Bangui Thierry « La communauté musulmane de la République Centrafricaine », *Cartographie institutionnelle n° 11*, ASSN/ASA, février 2017.
- Cheza Maurice, *Le deuxième synode africain*, éditions Karthala, 2013, 444 p.

- Conférence épiscopale de Centrafrique, *Réconciliation, justice et paix en Centrafrique. Lettres pastorales, messages de 1985 à 2010*, Rassemblés par Nazaire Diatta, 2010, 357 p.
- Gantly Patrick, *Histoire de Société des Missions Africaines 1865-1907. De la fondation par Mgr de Marion Brésillac (1856) à la mort du Père Planque (1907)*, Tome I, éditions Karthala, 2009, 552 p.
- Hut Clément « Dossier élections RDC. Portrait : la Conférence épiscopale nationale du Congo », *Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité*, décembre 2016.

ⁱ Réponse du Secrétariat de l'ACERAC au questionnaire de l'auteur.

ⁱⁱ Un pays faisant géographiquement partie intégrante d'Afrique centrale.

ⁱⁱⁱ Tel que le fameux « Accord de la Saint-Sylvestre » dit « accord politique global et inclusif » signé, le 31 décembre 2016, par le rassemblement de l'opposition et la majorité présidentielle congolaises, sous l'égide des évêques catholiques de la RDC.

^{iv} Notamment des Européens appartenant à des Congrégations qui œuvrent dans les pays membres de l'ACERAC.

^v La Congrégation du Saint-Esprit (C.S.Sp) fut fondée en 1703 à Paris puis revivifiée en 1848, par la fusion avec la société du Saint-Cœur de Marie. Les Spiritains, appelés également missionnaires du Saint-Esprit, forment une congrégation cléricale missionnaire particulièrement développée en Afrique. Leur siège actuel se trouve à Rome, mis la maison mère historique demeure à Paris.

^{vi} La Société des Missions Africaines, également appelée Missions Africaines de Lyon, est une communauté de missionnaires catholiques, organisée en société de vie apostolique fondée en 1856. Elle est présente dans quatre continents: Afrique, Amérique, Asie et Europe.

^{vii} Un résumé de la présentation de l'UCAC sur le site web de ladite université : www.ucac-icy.net

^{viii} La RCA et la RDC connaissent des conflits armés et de graves crises politiques ; le Cameroun et le Tchad sont sous la menace de Boko Haram et connaissent par ailleurs des troubles socio-politiques internes, comme la crise des provinces anglophones au Cameroun ; le Gabon et le République du Congo vivent une tension politique post-électorale.

^{ix} Déclaration faite par les membres du Conseil permanent de l'ACERAC, réunis à Brazzaville, au Congo, en février 2016.

^x Extrait d'une déclaration des évêques de Bamenda, diffusée en octobre 2017.



^{xi} Extraits du communiqué rendu public à l'issue du 11^e Assemblée plénière, tenue à Yaoundé au Cameroun, en juillet 2017.

^{xii} Extraits de déclaration faite lors de la célébration de la messe de clôture de la première Assemblée plénière annuelle de la CECA, en la cathédrale Notre-Dame de l'Immaculée Conception de Bangui, le 14 janvier 2018.

^{xiii} Vocabulaire utilisé par le Vatican pour désigner la nomination d'un prélat au titre de Cardinal.

^{xiv} Il était ainsi le plus jeune du collège cardinalice à la date de sa création.

^{xv} Erigé par le pape Jean XXIII en 1960, le titre cardinalice de « Sant'Andrea della Valle » (ou Saint-André-de-la-Vallée) est attribué à un cardinal-prêtre et rattaché à l'église Sant'Andrea della Valle située dans le rione Sant'Eustachio de Rome. Le Cardinal Nzapalainga est précédé dans ce titre des Cardinaux Luigi Traglia (1960-1968), Joseph Höffner (1969-1987) et Giovanni Canestri (1988-2015).

^{xvi} Déclaration en sango (langue nationale de la Centrafrique) du Cardinal Dieudonné Nzapalainga, faite en la cathédrale Notre-Dame de l'Immaculée conception de Bangui, le 9 octobre 2016, dans son premier message, après sa nomination au titre de cardinal par le pape François.

^{xvii} Appelé Oumar Kobine Layama

^{xviii} Appelé Nicolas Guéré-Koyamet Gbangou

^{xix} Au sujet des actions de ces trois religieux (le Cardinal, l'Imam et le Pasteur), cf. Bangui Thierry « La communauté musulmane de la République Centrafricaine », *Cartographie institutionnelle n° 11*, ASSN/ASA, février 2017.

^{xx} Selon la presse locale, le Cardinal Dieudonné Nzapalainga est accueilli par les fidèles, à l'aéroport de Brazzaville, en « grande liesse ». Tous les évêques et des autorités étaient venus à l'aéroport.

^{xxi} Extrait d'une interview du Cardinal Dieudonné Nzapalainga, en octobre 2017, accordée à cath.ch, portail catholique suisse.

^{xxii} Hut Clément « Dossier élections RDC. Portrait : la Conférence épiscopale nationale du Congo », *Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité*, décembre 2016.

^{xxiii} Cf. Lettre des évêques de la Conférence épiscopale nationale du Congo réunis à Rome, aux fidèles catholiques et aux hommes et femmes de bonne volonté de la RD Congo. Septembre 2014, soit plus de 2 ans avant la fin du second mandat du président Joseph Désiré Kabila qui, constitutionnellement, arrive à terme en décembre 2016.

^{xxiv} Extrait d'une déclaration du Comité laïc de coordination, livrée le 2 décembre 2017 à la Paroisse Sainte Famille de Ndjili, à Kinshasa.

^{xxv} Au moment où nous bouclons le présent article, deux marches ont été organisées par le Comité laïc, respectivement les 31 décembre 2017 et 21 janvier 2018. Elles ont toutes été réprimées par les forces de l'ordre, faisant de nombreuses pertes en vies humaines.



Avec le soutien de

Les analyses de l'ASA n'engagent pas l'OIF

